

COMMUNIQUÉ DU BUREAU DÉPARTEMENTAL AUX ADHÉRENTS DU POI

PSA : QUESTIONS SOULEVÉES PAR L'ANNONCE DU PLAN VARIN

Dès la confirmation du plan Varin de 8 000 suppressions d'emplois et de la fermeture du site d'Aulnay, les débrayages spontanés ont commencé dans plusieurs services et ateliers d'Aulnay.

Les travailleurs peuvent-ils accepter ?

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a déclaré : *"PSA s'est explicitement engagé à trouver une solution d'emploi pour chaque salarié. Le gouvernement s'attachera à vérifier la mise en œuvre de cet engagement et sera attentif à ce que les solutions proposées soient crédibles et pérennes."* Il a aussi demandé *"à la direction de PSA d'engager sans délai une concertation avec les partenaires sociaux"*.

Mais l'expérience le montre : "une solution d'emploi", cela débouche généralement sur le chômage pur et simple.

Y a-t-il une autre solution que : le retrait du plan Varin, le maintien de tous les emplois à PSA, le maintien du site d'Aulnay et de tous les sites ?

M^{me} Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique, a fait *"appel au patriotisme"* des dirigeants de PSA. La belle affaire ! Pas plus en 2011, quand les dirigeants de PSA engrangeaient un bénéfice net de plus d'un demi-milliard d'euros dont ils ont distribué plus de la moitié à leurs actionnaires, qu'aujourd'hui, quand ils prétendent liquider 8 000 emplois, ils n'agissent par patriotisme ou par humanisme ! Seule compte à leurs yeux la défense des intérêts bien compris d'une poignée de capitalistes et de spéculateurs.

Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de l'existence de 8 000 salariés, de dizaines de milliers autour d'eux, de dizaines de milliers de familles ouvrières. La responsabilité d'un gouvernement qui se dit favorable à la "croissance" et au "redressement productif", et qui affirme vouloir défendre les salariés, consiste-t-elle à *"veiller à ce que PSA fasse des propositions de reclassement" ?*

Ou bien n'est-elle pas de s'engager dans le maintien des emplois et du site d'Aulnay ? Le gouvernement osera-t-il s'y refuser au nom du fait qu'un tel engagement serait contraire aux règles de l'Union européenne, à la "concurrence libre et non faussée" et à tous les traités ?

Pour tous les travailleurs de PSA et au-delà, pour toute la population de Seine-Saint-Denis, il n'existe qu'une solution :

le retrait du plan Varin, le maintien du site, le maintien de tous les emplois !

Et s'il faut pour cela remettre en cause le carcan de l'Union européenne,

alors aucune hésitation n'est permise : il y va de l'existence de dizaines de milliers de familles ouvrières.

De fait, ce jeudi noir, 12 juillet 2012, la plupart des déclarations, communiqués et prises de position des responsables de tous bords (y compris ceux du PS, du PCF, du gouvernement) tournent autour des mêmes thèmes : il faudrait des propositions de *"reconversion"*, des *"alternatives"*, des *"tables rondes"*, une *"grande loi sur l'automobile"*, etc.

Ce 12 juillet, un ouvrier d'Aulnay nous a fait part de son expérience : *"Du 3 juillet au 10 juillet, la grève à l'atelier de peinture a largement bloqué la production. La direction a dû satisfaire en partie les revendications. Elle a été obligée de signer un protocole de fin de grève qui marque un vrai recul. Alors, on se pose la question : l'appel à la grève de tous les travailleurs de PSA, dans l'unité avec les organisations syndicales, n'est-ce pas le moyen de faire reculer le plan de la direction ?"*

L'unité pour bloquer la destruction des emplois, imposer le maintien du site et le retrait du plan Varin : n'est-ce pas la question à l'ordre du jour ?